



Déclaration d'un accueil de scoutisme FICHE COMPLÉMENTAIRE

Annexe III-1

*Arrêté relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs
prévus à l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles*

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la fiche initiale : ____/____/____ N° d'enregistrement de l'accueil :

Déclaration à l'année N° d'organisateur :

Déclaration d'un hébergement supérieur à 3 nuits Plan de situation du camp joint

Association nationale agréée

Nom de l'association :

Type d'activités

- A l'année sans hébergement ou avec hébergement d'une durée de 1 à 3 nuits
- Avec hébergement supérieur à 3 nuits (camp)

Dates de l'accueil

du au

Mineurs accueillis

Total = 6 à 11 ans = 12 à 17 ans =

dont mineurs en situation de handicap =

Déclarant

M^{me} M

Fonction :

Nom de naissance : Prénom(s) :

Nom d'usage :

Date de naissance : ____/____/____

Commune de naissance : Code postal : ____-____ Pays :

Personne à joindre sur place en cas d'urgence

Nom : Prénom(s) :

Téléphone : ____-____-____-____ Portable : ____-____-____-____ Télécopie : ____-____-____-____

Adresse électronique :

Validation interne au mouvement (facultatif en fonction de l'association)

Fait le ____/____/____ à

Je soussigné(e) déclare sur l'honneur :

- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire,
- avoir vérifié avant le début de l'accueil que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à un accueil de mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles,
- avoir informé les personnes encadrant les mineurs que, conformément au 3° de l'article 776 et à l'article 706-53-7 du code de procédure pénale, les DDCS / DDCSPP ont accès au bulletin n°2 de leur casier judiciaire ainsi qu'au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS).

Cachet
(personne morale)

Fait le ____/____/____ à
Signature (précédée de la mention manuscrite "certifié exact")

Les déclarations mensongères sont passibles de sanctions pénales (article 441-6 du code pénal).

Les informations données font l'objet d'un traitement informatisé ; les droits d'accès et de rectification s'effectuent auprès des services de l'Etat chargés des accueils collectifs de mineurs.

